PRODUCTION ET USAGES D'UN BINÔME CATÉGORIEL
PAUVRETÉ ET RICHESSE AU VIETNAM

Monique SELIM
IRD

La pauvreté paraît une des catégories qui répondrait le plus à des critères d'objectivation, bien que ceux-ci soient largement problématisés et discutés en particulier lorsqu'il s'agit de leur transfert d'un contexte social et historique à un autre. Corollairement, du point de vue de la doxa, la pauvreté serait une situation évidente, constatable par l'observation directe. Sa mesure à l'aune d'indicateurs multiples, supposés universalisables, sa quantification de plus en plus sophistiquée renforcent ces sentiments et ce d'autant plus que sa mise en spectacle systématique dans les médias vise à convoquer des émotions contradictoires : compassion, répulsion, autosatisfaction statutaire, satisfaction de soi, etc. Le champ idéologique actuel dans lequel s'inscrit la pauvreté comporte en outre des spécificités en regard des années 70-80 : la persistance de la pauvreté, voire sa croissance est un des lieux de cristallisation des processus de globalisation du capitalisme financiarisé. En réaction, la dite « lutte contre la pauvreté » se présente plus *in fine* comme un exorcisme symbolique et un instrument de légitimation des évolutions économiques que comme une volonté de transformation. Corollairement le retour des thématiques chrétiennes de la « beauté de la pauvreté », de sa qualité de « don de Dieu », frappées d'opprobre pendant quelques décennies, surprend par son ampleur et son caractère de régression de la pensée collective qu'elles

incarnent. Entre idéalisations latentes ou explicites et proclamations péremptoires d'éradication, les débats sur la pauvreté illustrent certains aspects des engluements intellectuels postérieurs à l'effondrement de la partition du monde en deux blocs antinomiques communiste et capitaliste. Depuis, en effet, la pauvreté oscille entre destin, culture – selon des édifications ethnographiques devenues classiques – et ajustements modestes continuellement repensés par les économistes. Ecartelée entre une autonomisation impossible et les cohortes de corrélations dans le cadre desquelles elle est étudiée, elle révèle sa présence manifeste ou en contrepoint dans tous les terrains des sciences sociales, sans pour autant que les recherches puissent convaincre qu'elles traitent d'un objet commun. Aux niveaux locaux, nationaux comme international qu'elle croise et imbrique selon plusieurs axes pertinents, elle se dévoile comme un épicentre du jeu des rapports sociaux happés par le marché.

En effet, alors qu'auparavant elle semblait cantonnée aux pays dits les moins développés ou encore en voie de développement, son évidence actuelle au cœur des démocraties industrielles s'institue comme un analyseur du monde globalisé, tissé par des interdépendances multiples et définitives. En faisant le lien entre des configurations estimées autrefois incomparables, elle montre aujourd'hui l'impossible séparation épistémologique des situations et des pays. Pour la majorité, le temps apparaît bien lointain où la pauvreté – reconstruite par la théorie politique – fut parée de vertus positives, permettant l'accès à une position élevée. Les processus de déhiérarchisation massive que mirent en branle les révolutions communistes de 1917 à 1975, s'appuyèrent sur une reconceptualisation de la pauvreté comme catégorie d'appartenance à des classes exploitées et opprimées, dites de « base » et destinées à devenir « maîtres » comme incarnation du « peuple ». Les rehiérarchisations qui s'en suivirent promurent les inférieurs en destituant les supérieurs. Le caractère systématique de ces reclassements en Chine, au Vietnam et au Laos par exemple amènerait à supposer que l'inculcation idéologique suivie de tant de conséquences pratiques laisse des traces. Le cas du Vietnam, par le retournement présent de la figure du pauvre consécutif aux réformes

économiques, montrera au contraire la fluidité des idées et des idéaux, leur labilité sous le coup des bouleversements socio-économiques.

La pauvreté révolutionnaire

La classification – soit la juste assignation de chacun à une appartenance de classe et de sous-classe sociales – fut une obsession pour tous les gouvernements révolutionnaires. Dans ce domaine, le régime chinois fut sans doute celui qui excella le plus dans les tentatives de précision et de corrections répétées des erreurs. Le récit de William H. Hinton-Fanshen (1971) montre ainsi la passion qui anima les paysans, guidés par leurs leaders politiques, pour atteindre la représentation d'un ordre hiérarchique le plus idoine possible. Durant les « cent fleurs », puis lors de la révolution culturelle, le pays connaîtra de nouvelles procédures de reclassement de la population autant si ce n'est plus violentes encore. Les classes sociales d'origine – indexées aux ressources économiques – ne furent néanmoins plus le critère décisif : elles cédèrent le pas – compte tenu de leur supposé affaiblissement par les luttes constantes qui les prirent pour cibles – à de nouvelles catégorisations entièrement politiques, édifiant ennemis et héros du moment.

Au Vietnam – placé entre les influences alternées et/ou conjointes de l'ex-URSS et de la Chine – le mouvement de classification des gens en fonction de leur origine après 1954 sera moins enflammé et aussi moins complexe : quatre classes furent exposées ; les paysans furent répertoriés entre pauvres, moyens, riches, propriétaires ; les ouvriers ; les petits capitalistes comprenaient les intellectuels, les fonctionnaires, les petits commerçants, les artisans ; les capitalistes s'étendaient au grand commerce, à l'industrie et à la rente du capital financier. La cartographie qui s'installera durera de longues décennies sans remises en cause notoires, comme en Chine où un individu peut avoir vécu plusieurs rabaissements et rehaussements successifs liés aux changements de mots d'ordre politiques. Comme ailleurs, une origine de classe de « paysan

pauvre » ou d'ouvrier permit à des centaines de milliers de gens d'accéder progressivement à l'éducation, puis selon leurs capacités, à une position de « cadre politique », éventuellement pour les plus doués ou les plus méritants au statut prestigieux de professeur dans l'université du syndicat national de Hanoi destinée à former l'avant-garde du pays, choisissant les meilleurs dans toutes les provinces. Les discours se recoupent beaucoup sur les enfances de « pauvre » durant la colonisation : vente comme domestique, à l'âge de six ou sept ans, à une famille fortunée, réduction à « l'esclavage » selon les termes appris par la suite pour caractériser la « période féodale », puis fuite et salut grâce à la rencontre de militants du parti. L'appareil d'État vietnamien fut ainsi peuplé de descendants de familles « pauvres » obtenant leurs diplômes en ex-URSS ou dans les pays satellites. D'aucuns avouent en riant que le doctorat leur fut « donné » ; les contrats de formation qui liaient les pays ne prévoyaient en effet guère le retour mains nues.

Durant la réforme agraire dans les campagnes, des propriétaires terriens étaient alors battus et/ou tués lors de mises en scène publiques expiatoires, leurs cadavres n'étant toutefois pas abandonnés aux chiens à l'instar du modèle chinois. « Pauvres » et « riches », assignés aux pôles extrêmes de la nouvelle hiérarchie politique, se virent marqués à vie ainsi que leurs enfants : toujours obligatoires, les curriculum vitae renseignent aussi sur les appartenances de classe des collatéraux et des conjoints ainsi que sur leurs éventuelles fautes politiques ; le départ illégal à l'étranger d'un parent est resté jusqu'à peu une tache majeure, jetant la suspicion sur toute la famille. Tous les récits de vie comportent cette dimension et une sorte d'exutoire aux échecs personnels peut ainsi parfois se dessiner pour le sujet. Si la condition de « pauvre » illuminait un chemin « radieux » où l'emploi était automatique, en revanche avec une marge de choix individuel extrêmement mince voire inexistante, accéder au parti et conserver sa confiance pour un héritier des anciennes classes possédantes, supposait de donner des gages énormes : rupture complète avec la parenté en exil, participation aux procès concernant des parents, accomplissement des tâches les plus ingrates, etc. Parfois les personnes âgées ne parviennent pas à

retenir leurs larmes en se remémorant leur passé et « l'inhumanité » des comportements à laquelle elles furent astreintes, pour effacer leur origine « négative » et se maintenir dans l'élite politique. D'une manière générale, sauf à être prêt à des sacrifices inouïs, être issu d'une classe supérieure interdisait de devenir membre du parti ou rendait cette adhésion extrêmement difficile ; corollairement la promotion aux postes de direction s'avérait impossible.

Au terme de leur vie, tous ceux qui ont vécu activement cette période – « pauvres » comme « riches » – s'accordent sur le point que d'innombrables irrégularités, tricheries, défaillances et injustices ont connoté l'institutionnalisation des effets des classements naturalisés : si les griefs sont bien sûr plus nombreux du côté de ceux qui ne parviennent pas à effacer la suspicion originaire qui pesait sur eux, ils ne sont pas absents chez les promus de la révolution : est regrettée souvent de façon significative l'obligation d'un mariage avec un membre du parti issu d'une classe « positive » (ouvrier/paysan) alors que les sentiments amoureux s'étaient portés sur un être « barré » et « gênant » pour sa carrière. Plus globalement ce sont les rapports entre configuration personnelle et ordre politique qui sont au cœur des discours : les contraintes de conformité psychique, l'impossible ajustement parfait à l'illusion idéologique restent à l'esprit comme des sortes de marécages et d'impasses. En interrogeant la vieille avant-garde, on perçoit l'ampleur des ressentiments, des rancunes et des rivalités. Les accusations fusent : d'un côté incompétence des ascensionnels des anciennes classes inférieures, de l'autre permanente stigmatisation de ceux qui malgré leur extraction avaient réussi à se faire reconnaître dans la hiérarchie politique. Cinquante ans après, la catégorisation « révolutionnaire » conserve donc toute sa vigueur dans les esprits alors qu'un nouveau processus de rehiérarchisation de la société lui ôtant sa pertinence est en place depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Héros du marché

En 1986, au Vietnam comme au Laos, le modèle chinois de « socialisme de marché » est adopté : les réformes entreprises visent

à intégrer le pays dans l'économie mondiale par l'introjection d'échanges et de rapports capitalistes dans la modification de l'appareil politique de l'État-parti. Il s'en suit des dynamiques de polarisation politico-économique, conduisant la sphère du pouvoir à s'approprier les bénéfices de l'ouverture par la mise en place de réseaux plus ou moins mafieux. Généralisée, la corruption transforme le parti de structure de domination en voie d'accès aux ressources et en espace de concentration des biens. L'idéologie évolue elle-même considérablement : l'enrichissement personnel est salué comme une contribution au développement national, les jeunes hommes d'affaires se voient gratifiés de « l'étoile rouge » et les nouveaux « milliardaires » (en dongs) sont édifiés en héros de la « rénovation ». L'abondance inédite qui règne dans les espaces marchands qui se multiplient entraîne une compétition effrénée plaçant la consommation en nouvelle norme statutaire (Selim, 2003). Chacun pour ne pas être laissé sur le côté de cette aventure merveilleuse, tente, par des efforts énormes accomplis dans le domaine du travail, d'être à la hauteur : la maison individuelle, la qualité de son ameublement deviennent des emblèmes de hiérarchisation, impliquant des restrictions sur la nourriture et l'habillement. La perte de santé peut ruiner ces aspirations consommatoires, dans la mesure où son coût incombe désormais en très large partie aux familles, y compris dans les institutions publiques où les personnels se font rémunérer illégalement par les patients pour tenter le moindre geste.

Dans cette nouvelle conjoncture où l'emploi, non seulement n'est plus assigné mais de surcroît s'achète, nombreux sont ceux qui se perçoivent de plus en plus marginalisés, faute de travail et/ou de revenus suffisants pour s'ajuster un tant soit peu aux critères du moment. Ce renversement brutal et très rapide des principes qui ont tissé la trame des cinq dernières décennies destitue de son piédestal « le pauvre » revenu à une condition symbolique d'une certaine manière pire que celle qui précéda la « révolution ». Les révoltes ouvrières, paysannes, de minorités contre les organes locaux du parti et les directions d'entreprise, affichant dans une ostentation insultante les fruits de leurs gains indus, mettent en évidence le

caractère ressenti comme insupportable des situations de tous ceux qui se vivent comme maintenus contre leur gré dans une pauvreté infamante. Les pénuries collectives antérieures étaient en effet appréhendées dans le cadre d'un partage national vertueux, résultat de la lutte internationalisée entre pays communistes et capitalistes ; incombant désormais au seul individu, la pauvreté stigmatise d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un contexte général de croissance. L'idée que le Vietnam est encore « pauvre » mais rattrapera bientôt les pays « riches » en devenant « capitaliste » (Selim, 2001) ne soulage guère ceux qui vivent dans la honte leur propre « pauvreté » comme la trace indélébile d'un passé désormais obsolète. Si les enfants de cadres politiques, en formation universitaire, sont pour leur part certains d'avoir un emploi acheté par leurs pères, ceux des ouvriers – retraités avant l'âge, licenciés ou encore toujours inscrits formellement sur les registres de leur entreprise mais sans activité et sans salaire – affirment avec virulence l'incertitude complète de leur avenir. La nouvelle représentation tissée par les dominants que la « pauvreté » est la conséquence d'une incapacité personnelle, une sorte de « tare » quasi génétique, s'impose en effet de plus en plus dans la société : rester « pauvre » aujourd'hui serait une faute dont chacun est responsable, le phare brillant aux regards de tous que l'exhibition de la fortune incarne la valeur absolue. Le membre du parti riche est ainsi devenu un modèle à imiter sur le même mode qu'auparavant le militant sévère, dévoué, proche du « peuple », flottant dans ses vêtements tel Hô Chi Minh.

Une telle inversion d'idées s'explique en premier lieu par la conservation de l'appareil de domination qu'est l'État-parti : cette continuité politique majeure permet tous les changements de contenus de sens dès lors que la matrice du pouvoir reste la même. Dans cette perspective, on mesure à quel point l'idéologique se révèle volatile devant la force des hiérarchies politiques et de leurs emprises et la violence des processus économiques. Un siècle d'inculcations idéologiques martelées en URSS, cinquante ans en Chine et au Vietnam, à chaque fois avec l'aide éventuelle de la terreur, laissent des sortes de tables rases mentales remplies

immédiatement par de nouvelles convictions dont les contradictions avec le passé sont effacées en un instant. Ces processus de « balayage » idéologique qui se répètent partout et par lesquels les normes globales – aux côtés d'une extraordinaire progression de croyances religieuses de toutes sortes – s'installent sur le fondement de l'interdépendance économique du capitalisme, comme seul horizon, sont particulièrement manifestes autant dans les pays néocommunistes – tels la Chine, le Vietnam et le Laos – que dans l'ensemble des pays postcommunistes – Russie, républiques d'Asie centrale, Europe de l'Est, etc. Dans tous les cas l'effondrement des systèmes centralisés de production et le démantèlement de la protection sociale ont laissé des pléthores de « pauvres » dont les qualifications et les compétences autrefois sources de fierté, en regard d'ascendances misérables, sont aujourd'hui d'une inutilité désolante. Désidéologisée cette pauvreté massive pèse sur des destinées personnelles erratiques du poids énorme d'une perte de sens radicale, alors que pour les organisations internationales présentes dans ces pays, elle se chiffre, se planifie et devrait dans l'avenir se résorber grâce aux armes de lutte déployées. Parmi ces dernières, le microcrédit a acquis une renommée remarquable, se diffusant à l'ensemble du monde à partir de l'invention bangladeshie de la Grameen bank née dans un contexte de réformisme politique spécifique et largement méconnu.

Au Vietnam, les ONG occidentales appliquant le microcrédit doivent passer par l'intermédiaire des organisations de masse supposées représenter « la société civile » et les prêts vont donc directement dans les mains des familles politiquement méritantes, évitant assez systématiquement les plus démunies. Ecarté des postes permanents de plus en plus rares et réservés donc aux membres du parti et à leurs parents, soumis à l'emploi précaire qui interdit l'adhésion au syndicat, le Vietnamien « pauvre » aujourd'hui ne peut trouver de refuge ni dans les tontines instituées et appropriées par les couches moyennes aux revenus stables, ni dans les aides étrangères filtrées par les cercles locaux dominants. La pauvreté apparaît donc comme une série de privations, de négations, de murs qui se dressent isolant le sujet de plus en plus des dynamiques

économiques. Si le gouvernement vietnamien n'a pas encore invité, comme son homologue chinois, les entrepreneurs privés à rentrer au parti, les évolutions en cours témoignent en revanche que les anciennes classes laborieuses au profil messianique tant vanté, sont là comme en Chine désormais passées aux oubliettes de l'histoire d'un « socialisme de marché », phase transitoire très ponctuelle vers le développement d'un capitalisme normalisé. Toujours en avance, la Chine commence d'ailleurs à laisser s'exprimer les réflexions d'intellectuels recommandant des réformes politiques orientées vers la « démocratie » pour permettre une plus grande efficacité des réformes économiques.

Exclusion et pauvreté

La variation rapide des régimes de pauvreté au Vietnam en mettant l'accent sur la dimension de production de signifiant invite de façon exemplaire à une distance nécessaire face à tous les usages du moment des figures du pauvre dont la multiplicité antérieure se voit peu à peu réduite à une unicité instrumentale, facile à manier. Que la pauvreté ne soit plus donatrice d'identité doit tout d'abord être souligné dans la mesure où cette déqualification est récente et marque une rupture. Les débats des années soixante-dix sur la société de consommation, qui cherchaient dans les groupes ethniques dits « primitifs » des modèles d'abondance permettant de contester le capitalisme croissant qui n'y voyait que dénuement et arriération, paraissent hors de propos : il ne viendrait plus à l'idée d'aucun philosophe ou essayiste, en s'appuyant sur des récits d'ethnologues, d'avancer que la « pauvreté » est un choix à la fois culturel et politique de sociétés ayant refusé en toute connaissance de cause l'État. Ces sociétés dont les Yanomami furent l'éponyme sont aujourd'hui reliées en permanence au monde global par la foule des ONG qui viennent au secours de leur appauvrissement bien réel : elles se sont peu à peu glissées dans l'image du manque qui leur était imposé, recueillant et réclamant les aides nationales et étrangères. La dépolitisation de la pauvreté est un second point décisif de la conjoncture présente : si le bloc communiste eut le

monopole idéologique de la pauvreté comme construction politique s'étendant du passé à l'avenir, de façon plus déterminante son existence et la lutte incessante menée contre lui eut pour conséquence des politiques sociales amenant une réduction concrète de la pauvreté dans les démocraties capitalistes. Le refoulement du communisme vers un archaïsme désuet, en voie de trépassement, l'expansion sans limite du capitalisme se traduisent par l'abandon des mesures de protection sociale et la nouvelle conversion du « progrès » au profit. Dénudée, détachée des systèmes politiques et économiques, la pauvreté se répandrait à la façon d'un mal autonome, incurable, dans lequel tenter de puiser une identité relèverait du délire. Corollairement l'affrontement idéologique entre « pauvres » et « riches » – tel qu'il pouvait se donner à voir dans les bastions d'un lumpen prolétariat héritier de la période industrielle antérieure (Althabe, Légé, Selim, 1984) – s'est complètement affaissé au profit de distanciations de plus en plus redoutables : « la misère » n'est délibérément plus une matrice identitaire, l'acquisition par tous les moyens illicite des biens inaccessibles et convoités étant un remède pour les plus téméraires. Le succès du terme d'exclusion qui constitue une des nouvelles couvertures de pensée de la pauvreté tire son ressort en grande partie de toutes ces amputations progressives et de la coloration d'objectivation qu'il véhiculerait : s'y décèlent le retour à des descriptions crues du caractère répugnant du « pauvre », l'identification de ses carences intellectuelles et psychiques comme facteur déterminant de sa condition, bref l'avancée en forme de régression vers les représentations génétiques faisant de la pauvreté, comme à la fin du XIXe siècle, une héritage biologique[1]. Séparés ou associés, les vocables d'exclusion et de pauvreté permettent de cerner le champ d'interprétation actuel de phénomènes identiques de relégation qui s'épanouissent autant dans les sociétés occidentales que dans l'ensemble des pays dits du sud. Les processus qui conduisent à ces retranchements – qui peuvent aller jusqu'à la mort physique et sociale que ce soit sur les trottoirs de Calcutta ou dans les métros

[1] Le livre de Patrick Declerk (2001) illustre cette tendance.

parisiens (Gaboriau, Terrolle, 2003) – sont appréhendés comme de plus en plus irrémédiables, mécaniques, et tout se passe comme si les actions entreprises en leur direction achevaient de les entériner comme fait. L'esquive des rapports de domination politique, économique, sociale et symbolique qui en sont constitutifs, l'attachement à des modes de description plus ou moins fascinés face à ce qui serait des univers « étrangers » comportant leurs propres habitudes et règles participe au renforcement de visions d'une sorte de fatum condamnant des populations au départ hétéroclites à des situations d'indigence de plus en plus prononcées. Néanmoins les désindustrialisations au nord, les délocalisations au sud, le modèle devenu général d'emploi émietté et précaire et de façon plus décisive la minorisation du travail comme source de richesse en regard du capital financier sont amenés à grossir inévitablement les masses de « pauvres » candidats à des circulations migratoires de plus en plus périlleuses. Face à ces déterminations structurelles qui rendent concret le partage des espaces entre « pauvres » et « riches », la convergence entre la réalité et les perceptions qui la légitiment se présente comme une nouvelle topique de réflexion, en particulier pour les sciences sociales qui dans leur ensemble contribuent à façonner les rationalisations dominantes, dans lesquelles les contradictions prennent des allures fantomatiques. C'est pourquoi dissocier les « mots du pouvoir » (Rist, 2002) des logiques de singularisation est particulièrement nécessaire face à la « pauvreté » qui est le support de discours aux fonctions efficaces, dans le cadre d'une injonction des pauvres à participer aux échanges marchands. Francine Mestrum (2002) caractérise ainsi avec brio les finalités de ces discours : reproduction, légitimation et fabrique de « vérité ».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALTHABE G., LÉGÉ B., SELIM M., 1984. *Urbanisme et réhabilitation symbolique*. Paris, Anthropos.

DECLERK P., 2001. *les naufragés, avec les clochards de Paris*. Paris, Plon (coll. Terre Humaine).

GABORIAU P., TERROLLE D. (dir.), 2003. *Ethnologie des sans-logis, étude d'une forme de domination sociale*. Paris, L'Harmattan.
HINTON-FANSHEN W. H., 1971. *La révolution communiste dans un village chinois*. Paris, Plon (coll. Terre Humaine/Poche).
MESTRUM F., 2002. « De l'utilité de la lutte contre la pauvreté pour le nouvel ordre mondial », *Nouveaux cahiers de l'IUED*, 13 : 67-82.
RIST G. (dir.), 2002. *Nouveaux cahiers de l'IUED*, 13 (Les mots du pouvoir).
SELIM M., 2001. « L'imprécatrice », *PTAH*, 11-12 :191-201.
SELIM M., 2003. *Pouvoirs et marché au Vietnam*, t. I : *Le travail et l'argent*, t. II : *L'État et les morts*. Paris, L'Harmattan.

Résumé
Cet article montre sous différentes facettes combien la « pauvreté » – soi-disant phénomène objectif, quantifiable et observable – est une catégorie entièrement enlisée dans les évolutions idéologiques et politiques. Le Vietnam est pris comme exemple dans les dernières mutations qui l'affectent d'un « socialisme de marché », aboutissant à prôner les valeurs de richesse et la réussite du capitalisme. L'ancienne pauvreté révolutionnaire a ainsi été transmuée en une indigence honteuse.

Mots-clefs : pauvreté, richesse, évolutions politiques et idéologiques, communisme, capitalisme.

Summary
The Production and Uses of a Category Binomial: Poverty and Wealth in Vietnam

Approaching the subject from different angles, this article shows that « poverty » – a supposedly objective, that is, quantifiable and observable, phenomenon – is a category completely bound up with ideological and political developments. Vietnam is taken as an example: the recent changes

doting it with « market socialism » lead to an extolling of the values of wealth and success associated with capitalism. What used to be revolutionary poverty has thus been transmuted into shameful indigence.

Key-words: poverty, wealth, political and ideological developments, Communism, capitalism.

* * *

JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES

GLOBALISATION

TOME I : EFFETS DE MARCHÉ ET MIGRATIONS

n° 96-97 2004